Référence :

Frioux S. et Bécot R. (eds), 2022, Ecrire l'histoire environnementale au XXI^e siècle. Sources, méthodes, pratiques, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Histoire », 359p.

***

Référence électronique

Antoine Fontaine, « Frioux S. et Bécot R. (eds), Ecrire l'histoire environnementale au XXIe siècle », Géocarrefour [En ligne], 96/3 | 2022, mis en ligne le 01 décembre 2022, consulté le 11 janvier 2023. URL : http://journals.openedition.org/geocarrefour/20979 ; DOI : https://doi.org/10.4000/geocarrefour.20979

***

L'histoire environnementale est une discipline jeune. Popularisée aux Etats-Unis au cours des années 1980, notamment à la suite des écrits d'auteurs comme Richard White et William Cronon, elle ne se développe que beaucoup plus récemment dans les réseaux académiques européens. Sa structuration en France doit beaucoup à la création en 2008 du Réseau Universitaire de Chercheurs en Histoire Environnementale (RUCHE) et au dynamisme de ses travaux. La publication de cet ouvrage collectif dirigé par Stéphane Frioux et Renaud Bécot fait suite au colloque anniversaire des dix ans d'existence du RUCHE, organisé à Lyon en juin 2018. Il constitue à ce titre à la fois un bilan d'étape pour l'histoire environnementale française, un état des lieux réflexif sur les thématiques étudiées, les méthodes mobilisées et enfin un document programmatique pour la discipline. L'ouvrage regroupe dix-neuf contributions qui portent sur une grande diversité d'objets d'études, de périodes historiques et de formes d'enquête, issues de recherches en cours dans les champs de l'histoire moderne, l'histoire contemporaine, la sociologie, la géographie et l'écologie en France et dans plusieurs autres pays (Autriche, Canada, Italie, Philippines, Suisse). La complémentarité de ces contributions donne forme à un récit méthodologique et épistémologique en filigrane duquel trois axes structurants émergent. Le premier porte sur les sources et les méthodes de l'histoire environnementale, le second sur les objectifs et le rôle de la discipline pour éclairer la crise environnementale actuelle, le troisième sur la question de l'interdisciplinarité.

Le premier axe structurant de cet ouvrage est méthodologique. Le principal chantier de l'histoire environnementale porte sur l'accès et le traitement de ses sources. Si quelques contributions s'appuyant sur des sources archéologiques ou des sources orales font ici figures d'exception, la rédaction et la mise en discussion de l'histoire environnementale repose surtout sur les sources archivistiques. Or, en dehors des travaux portant sur les périodes les plus récentes, la conduite de la recherche suppose de faire une histoire de l'environnement avant l'invention de l'environnement, selon le titre de l'ouvrage de Florian Charvolin (2003), c'est-à-dire avant la création des institutions dédiées à la question environnementale et à la réunion de données au sein de leurs fonds d'archives propres. Concrètement, cela implique pour la recherche un travail de collecte de données dispersées dans des fonds d'archives très différents, dont l'organisation témoigne d'une moindre attention institutionnelle passée pour la thématique environnementale. Ce travail de reconstitution doit ainsi régulièrement composer avec des données inexistantes, des phénomènes en partie invisibilisés et implique, pour la recherche, une inventivité renouvelée. Cela passe notamment par l'identification d'archives jusqu'à présent non mobilisées ou par l'appréhension indirecte d'enjeux environnementaux à travers la relecture d'archives jusqu'à présent mobilisées à d'autres fins. A ce titre, Rémy Simonetti met en avant le travail, en cours, d'archivage et de numérisation des archives des agences italiennes d'assainissement et d'amélioration foncière comme exemple de source pour une histoire environnementale qui pourrait remonter jusqu'au XVI^e siècle. Sylviane Llinares et ses co-auteurs suggèrent d'analyser à nouveau les archives des ports français à l'époque moderne pour évaluer l'impact du commerce maritime sur la transformation des littoraux, en ciblant notamment les activités

de délestage, qui peuvent être qualifiées de pollutions pré-industrielles, et sont en partie recensées et quantifiées dans le cadre d'une règlementation fiscale spécifique. Ce travail peut également passer par le recours à de nouvelles méthodologies pour produire des connaissances à partir de sources dont l'analyse est parfois peu évidente. Par exemple, Benjamin Furst défend l'intérêt de recourir à la reproduction et au traitement par SIG de sources écrites et de cartes historiques afin de rendre compte de réalités socio-environnementales sur un même secteur géographique et de leurs évolutions dans le temps. Au-delà de la question de l'accès aux données, le recours souvent exclusif aux sources archivistiques soulève un autre écueil pour la rédaction de l'histoire environnementale que cet ouvrage appelle à dépasser. La nature même des archives et des documents passés à la postérité tend à refléter le récit des Etats, des puissants, tout en ignorant au moins en partie le récit des ouvriers, des classes populaires, des opposants, qu'ils soient couronnés de succès ou non dans leurs entreprises. Sur ce point, cet ouvrage appelle à épouser, au moins en partie, les objectifs d'une histoire populaire telle que défendue par Howard Zinn (1980). Dans ce sens, Renaud Bécot propose ainsi d'appréhender les archives des mondes du travail comme une entrée sur les questions environnementales et de santé à partir des réalités vécues dans le monde ouvrier.

Le second axe structurant de l'ouvrage a trait aux objectifs scientifiques de l'histoire environnementale qui se développe en France et au rôle qu'elle pourrait endosser dans les débats publics actuels sur la crise environnementale. Tout en reconnaissant l'heuristique du grand récit de l'Anthropocène, les coordinateurs de cet ouvrage soulignent l'importance de le manier avec précaution. Ils défendent ainsi que le rôle de l'histoire environnementale est d'apporter un éclairage nuancé, de souligner les complexités de dynamiques temporelles et spatiales que les grands récits tendent à uniformiser. Ils s'inscrivent en cela dans le prolongement de travaux proposant de construire une contre-histoire des grands récits historiques et de critiquer l'idée d'une marche en avant naturelle des sociétés mue par le progrès technique. Récemment, Andreas Malm (2016) a ainsi démontré que le cours de la première révolution industrielle en Grande Bretagne n'avait pas seulement été guidé par une amélioration de la productivité permise par l'adoption du charbon mais également par une volonté de contrôle social du monde ouvrier. Dans cet ouvrage, Stéphane Frioux et Gwenaëlle Le Goullon soulignent que les politiques d'aménagement urbain menées durant les années 1960 et 1970 à Lyon ont été régulièrement contestées et ont soulevé de nombreux problèmes environnementaux. Les grands ensembles lyonnais ont ainsi été systématiquement mal isolés thermiquement, les rendant difficiles si ce n'est impossibles à chauffer, ce qui entraîna des problèmes de santé récurrents pour leurs occupants et d'importantes déperditions d'énergie. Ils font en cela écho à un travail de contre-histoire des « Trente Glorieuses », souvent réduites à un moment d'émancipation sociale et économique, qui constituent également un tournant problématique dans la relation société/environnement (Pessis *et al.*, 2013). Plusieurs études de cas développées dans l'ouvrage participent également à identifier des tournants environnementaux avec des temporalités différentes de celles régulièrement convoquées au sujet de l'Anthropocène et à déconstruire l'idée d'une linéarité des relations sociétés/environnements. Par exemple, Daniel Faget identifie un tournant dans la gestion et la dégradation par les sociétés européennes des milieux et des ressources maritimes dans les années 1950 avec l'essor des pratiques de pêches industrielles. De son côté, Nicolas Jacob-Rousseau démontre que le transport du bois par flottage est à l'origine d'une importante dégradation et artificialisation des cours d'eau européens dès le XVII^{e} et jusqu'au XX^{e} siècle, qui doit être documentée pour envisager aujourd'hui une restauration écologique des rivières. Sur un autre registre, plusieurs contributions apportent des éléments de réflexion sur le rôle que l'histoire de l'environnement peut endosser dans les débats publics actuels. Bruno Ziglioli souligne l'importance d'accompagner des territoires qui doivent aujourd'hui composer avec les conséquences de choix industriels et de pollutions remontant à plusieurs décennies et pour lesquelles le travail de mémoire n'a pas systématiquement été effectué, notamment autour de l'industrie de l'amiante en Italie. Deborah Abhervé défend le recours à l'histoire environnementale pour comprendre l'évolution des usages et des régimes de gestion des rivières, pour orienter les projets de restauration écologique des cours d'eau non vers le rétablissement d'un état initial mais vers une

inscription dans une trajectoire évolutive de long terme. Alexandre Elsig fait état de son trouble quant à l'usage judiciaire de ses recherches sur l'origine de pollutions des sols sur le site d'une ancienne décharge en Suisse aux seules fins de faire appliquer le principe du pollueur-payeur et sans possibilité d'informer le public par contraintes de confidentialité. Ma. Florina Orillos Juan décrit l'ampleur des dégâts liées aux vagues invasives de criquets migrateurs aux Philippines et défend l'importance du travail historique pour garder traces des meilleures réponses apportées dans le passé et accompagner les acteurs publics dans leur travail de coordination pendant les crises aujourd'hui. Enfin, plusieurs contributions soulignent l'importance de décrypter le rôle ambivalent ou méconnu d'acteurs au cœur des politiques publiques de l'environnement. Sur ce point, Fabien Bartolotti propose de faire l'histoire du Port Autonome de Marseille, à la fois chargé d'un aménagement industriel du littoral néfaste pour les écosystèmes et de l'application des politiques publiques de protection de l'environnement. Il décrit dans ce travail une trajectoire d'action où les pollutions industrielles sont, tour à tour, invisibilisées puis mises au cœur d'une stratégie de communication lorsque l'environnement devient un marché économique lucratif. De son côté, Gaëlle Ronsin analyse l'évolution du rôle des conseils scientifiques de parcs et réserves naturelles en France. Elle nous apprend que, si ces collectifs ont pu jouer au cours des années 2000 un rôle militant de veille sur les grands projets d'aménagement et d'initiation de mouvements contestataires, ce rôle a depuis été progressivement déconstruit et en partie dépolitisé, ces arènes étant largement cantonnées à la discussion de sujets techniques.

Le troisième axe structurant de cet ouvrage porte sur la question de l'interdisciplinarité. Le récit collectif qui se dégage de l'ensemble des contributions donne à voir une conduite de la recherche historique sur l'environnement qui questionne ses catégories analytiques. L'évolution des milieux, des écosystèmes, les phénomènes de pollution, les relations hommes-animaux, sont autant de sujets qui échappent aux frontières classiques des études historiques. L'histoire environnementale se présente ainsi autant comme science du temps que de l'espace, avec de nombreux liens avec les travaux de la géographie. La présentation des cas d'études donne à voir un souci permanent pour les questions d'échelles, en interrogeant le lien entre des actions locales et des conséquences plus globales. Ce souci permet de souligner que les mobilisations environnementales locales précèdent souvent les mesures nationales, que les mouvements militants locaux jouent un rôle clé, quoique régulièrement oublié, dans la prise en compte institutionnelle et la régulation des problématiques environnementales. Cela permet également d'interroger les liens d'interdépendances qui existent entre des territoires parfois distants et les conséquences environnementales de certaines trajectoires de développement. Sur ce point, le chapitre de Stéphane Castonguay et Jim Clifford propose d'analyser comment la demande en bois de l'industrie britannique au XIX^{e} siècle a durablement transformé l'équilibre écologique des forêts du Canada actuel, premier exportateur de bois vers la Grande Bretagne à cette époque. En localisant les « hectares fantômes » et en mesurant les quantités de bois exportées, ils contribuent à caractériser et à rendre visibles les conséquences distantes de l'industrialisation européenne. Au-delà des liens avec la géographie, le travail d'analyse des mutations sur le long terme de la relation entre la ville de Vienne et le Danube, mené par Martin Schmid et ses co-auteurs, donne à voir les apports concrets d'une interdisciplinarité plus radicale en termes de résultats de recherche pour l'histoire environnementale. En réunissant les compétences d'historiens, d'archéologues, d'urbanistes et d'informaticiens, le collectif a réussi à mobiliser une diversité de sources pour cartographier le paysage fluvial viennois à l'échelle de quatorze supports retraçant ses évolutions de 1529 à 2010. En croisant ces données cartographiées avec un historique précis des choix d'aménagement, des catastrophes industrielles et naturelles, en particulier des crues du Danube, le collectif parvient à livrer une lecture précise de trajectoires d'évolution socio-naturelles du territoire sur le long terme. Ils soulignent que les opérations visant à domestiquer et invisibiliser le Danube dans la ville de Vienne au moment de la révolution industrielle entraînent aujourd'hui de nombreux risques et une charge importante d'entretien d'infrastructures rendant souhaitable une désindustrialisation du fleuve. A travers l'analyse de trajectoires socio-écologiques de long terme, ce travail s'inscrit dans le courant de l'écologie sociale de Vienne (Fischer-Kowalski *et al*., 2007), auxquels les travaux de Sabine Barles, parmi

d'autres, ont donnés un important écho en France (cf., par exemple, Barles, 2015). De manière plus générale, cette contribution tend à souligner que l'histoire environnementale a tout intérêt à s'engager dans des collaborations interdisciplinaires qui peuvent s'avérer couteuses en temps, méthodologiquement plus risquées mais riches en enseignements.

En mettant l'accent sur l'analyse des relations environnements-sociétés, sur l'environnement comme un hybride construit dans le temps, dans le prolongement de la pensée d'auteurs comme Philippe Descola et Bruno Latour, cet ouvrage coordonné par Stéphane Frioux et Renaud Bécot place l'histoire environnementale au cœur des pensées actuelles de la crise climatique. En affichant une volonté disciplinaire d'aller au-delà de certains champs bien balisés comme ceux des pollutions urbaines et industrielles aux XIX^{e} et XX^{e} siècles et de se saisir de nouveaux objets, de nouvelles méthodes, de nouvelles périodes, les coordinateurs fixent un horizon de travail ambitieux pour l'histoire environnementale française. Cela ne manquera pas d'attirer de nouveaux étudiant.es et une reconnaissance accrue pour la discipline, ce que les coordinateurs appellent de leurs vœux.

Bibliographie

BARLES S., 2015, The main characteristics of urban socio-ecological trajectories: Paris (France) from the 18th to the 20th century, *Ecological Economics,* 118, p. 177–185.

CHARVOLIN F., 2003, *L'invention de l'environnement en France : chroniques anthropologiques d'une institutionnalisation*, Paris, Editions La Découverte, 144 p.

FISCHER-KOWALSKI M. and HABERL H. (eds), 2007, *Socioecological Transitions and Global Change: Trajectories of Social Metabolism and Land Use. Advances in ecological economics,* Cheltenham, Edward Elgar ed.

MALM A., 2016, *Fossil Capital: The Rise of Steam-Power and the Roots of Global Warming*, London- New York, Verso.

PESSIS C., TOPÇU S. et BONNEUIL C., 2013, *Une autre histoire des Trente Glorieuses : modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre, Cahiers libres*, Paris, La Découverte.

ZINN H., 1980*, A People's History of the United States: Howard Zinn*, 1st ed. New York, Harper & Row.